

COMMUNIQUÉ

Appel à la mobilisation le 28 juin

Les organisations syndicales et de jeunesse CGT, FO, UNEF, UNL et FIDL, réunies le 12 juin 2018, ont décidé d'une journée d'actions, de revendications et de mobilisation le 28 juin 2018.

La FEC soutient cette journée d'actions et de mobilisation.

Elle fait suite à la précédente mobilisation du 22 mai dénonçant les politiques d'austérité, la remise en cause du modèle républicain, ainsi que les menaces sur les services publics, la protection sociale et les retraites.

Les politiques mises en œuvre par le gouvernement remettent en cause l'égalité dans l'emploi, dans l'accès à l'enseignement et, plus généralement, la cohésion sociale au sein de notre société.

La Fédération des Employés et Cadres FO appelle toutes ses structures syndicales, à rencontrer les autres organisations syndicales, afin d'envisager toutes les actions nécessaires pour faire de cette journée du 28 juin une réussite grâce à la mobilisation des jeunes et de tous les travailleurs. Cette initiative est destinée à préparer une mobilisation interprofessionnelle plus large.

Rien ne justifie la remise en cause de nos conventions collectives, statuts et accords collectifs qui garantissent à tous un minimum de droits ; si ce n'est la volonté de "casser" le modèle social français au profit d'une société injuste où la loi du plus fort sert d'idéologie.

Le 28 juin n'est qu'une étape et, au-delà des signataires de l'appel pour le 28 juin, les autres confédérations seront invitées, dès la fin du mois d'août, à se réunir afin d'envisager des actions communes de défense de notre modèle social républicain.

Par conséquent, la Fédération des Employés et Cadres appelle l'ensemble de ses militants à participer solidairement aux actions et manifestations organisées sur l'ensemble du territoire le 28 juin.

Paris, le 18 juin 2018



Sébastien BUSIRIS
Secrétaire général



COMMUNIQUÉ UNITAIRE

Réunies le 12 juin 2018, les organisations syndicales et de jeunesse CGT, FO, Unef, UNL et FIDL apportent leur soutien aux étudiants et aux travailleurs, actifs, chômeurs ou retraités, des secteurs public comme privé, mobilisés pour la défense de leurs droits et l'aboutissement de leurs revendications.

Ces luttes s'inscrivent dans la contestation de la politique idéologique menée par le gouvernement, y compris dans l'éducation en instaurant la sélection à l'université et laissant des milliers de lycéens sur le côté, en mettant fin au caractère national qu'est le baccalauréat, vecteur d'égalité.

La journée de mobilisation du 22 mai, menée à l'appel de l'ensemble des fédérations de fonctionnaires et avec la présence de toutes nos organisations, tout comme l'ensemble des actions menées dans le privé, constitue un signal fort.

Nos organisations saluent et soutiennent la lutte unitaire des Cheminots et réaffirment la nécessité d'un service public du ferroviaire.

Nos organisations s'inquiètent d'une remise en cause de notre modèle social et républicain, et ce dans un contexte d'explosion des inégalités. La persistance de l'austérité entraîne des réductions drastiques de missions publiques et sociales et menace les services publics comme l'intégralité de la protection sociale. La modération salariale et plus largement la non-redistribution des richesses, ainsi que les choix fiscaux qui sont faits en faveur des riches, viennent réduire le pouvoir d'achat des travailleurs et aggraver la paupérisation.

Les politiques mises en œuvre relèvent d'une logique d'individualisation au prix de la casse des statuts et des droits collectifs à tous les niveaux, dès les études. Elles mettent à mal la solidarité et la justice sociale, valeurs essentielles de la cohésion sociale.

Nos organisations affirment que leur rôle est essentiel à la démocratie sociale, notamment au travers de la négociation et du paritarisme. Elles constituent un contrepoids plus que jamais nécessaire dans une société qui se fracture et où le social devient une « simple » variable d'ajustement budgétaire.

Face à cette situation et à des décisions régressives qui s'opposent aux demandes légitimes des travailleurs et de la jeunesse, l'heure est à la défense des valeurs essentielles comme notre modèle social. Les organisations syndicales et de jeunesse **CGT, FO, Unef, UNL et FIDL** s'engagent, dès à présent, dans la construction d'un rapport de force interprofessionnel.

Dans la perspective d'une mobilisation interprofessionnelle, avec la plus grande unité possible, elles invitent leurs structures fédérales, départementales et locales à se rencontrer et à faire de **la journée du 28 juin 2018** une grande journée de revendications et de mobilisations en allant, notamment, à la rencontre des travailleurs et de la jeunesse. Des initiatives seront organisées partout sur le territoire.

Au-delà des signataires de ce communiqué, l'ensemble des organisations syndicales et de jeunesse est invité à se réunir dès fin août pour analyser la situation sociale et envisager les initiatives à prendre, dans le cadre d'une démarche unitaire la plus large possible.

Montreuil, le 13 juin 2018